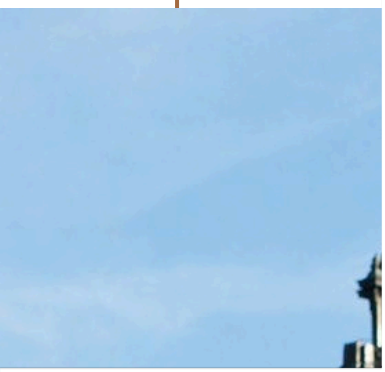
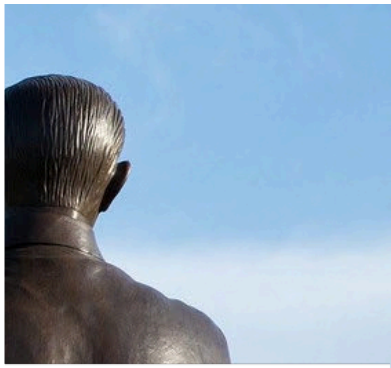
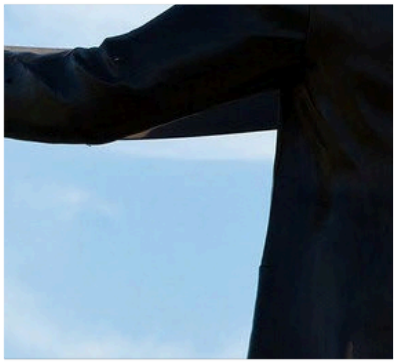
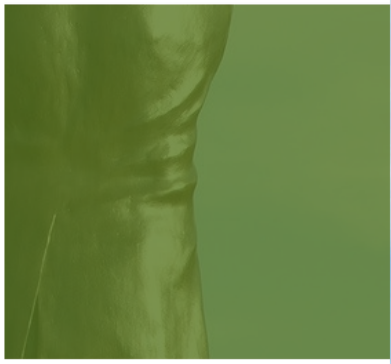
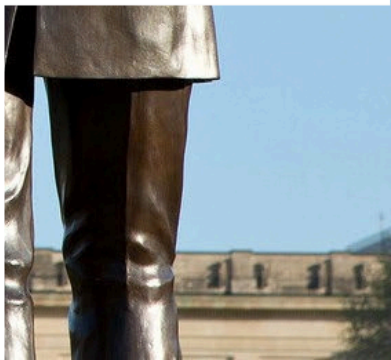
Qu’est-ce que l’Assemblée législative?





Découvrez l’histoire, la raison d’être et les fonctions de l’Assemblée législative de la Saskatchewan

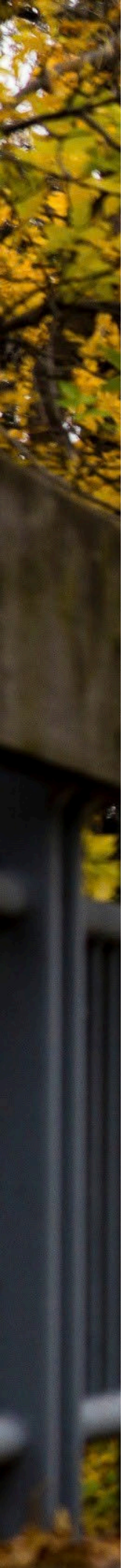


Table des matières

04 Présentation de l’Assemblée législative

05 Le système parlementaire

07 Histoire de l’Assemblée législative

11 L’Assemblée législative

15 Députées et députés

19 Rôle des médias

20 Poser des questions au gouvernement exécutif

21 Ordres de gouvernement





23 La Chambre législative

26 Diléberations de l’Assemblée

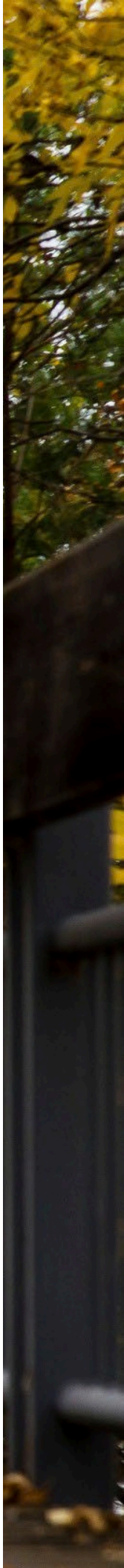
29 Le processus législatif

31 Comités législatifs

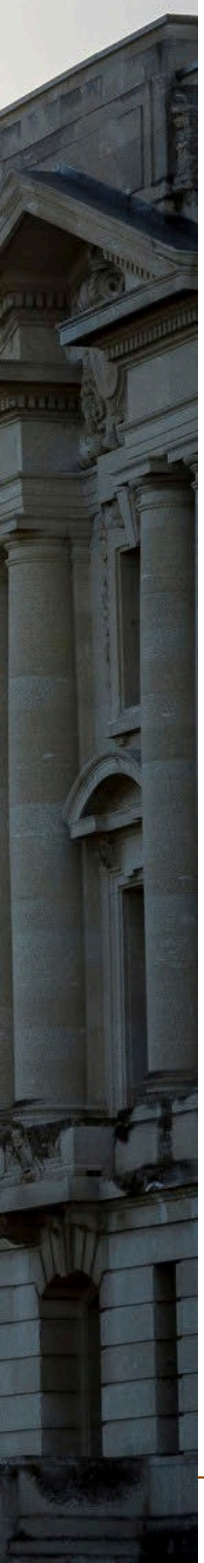
33 Cycle financier parlementaire

37 Service de l’Assemblée législative

38 Renseignements supplémentaires







Qu’est-ce que l’Assemblée législative?

Il s’agit du **Parlement provincial de la Saskatchewan**, et joue un rôle essentiel dans nos vies.

Le Parlement influence les lois qui nous gouvernent, les services publics que nous utilisons et notre relation avec le reste du Canada et le monde. Les décisions de l’Assemblée concernent l’ensemble de la population de la province.

Mais d’où vient-elle? Et comment fonctionne-t-elle vraiment?
Comment les décisions sont-elles prises?
Et qui prend ces décisions?

Le présent document examine la structure et les fonctions de notre Assemblée provinciale. Vous découvrirez le rôle des députées et députés, comment les lois sont élaborées, comment les fonds publics sont approuvés aux fins de dépense, et bien d’autres sujets encore.

Plongez dans la vie de l’Assemblée et découvrez ce qui se passe à l’intérieur du Palais législatif de la Saskatchewan.



Le lis rouge orangé est l’emblème floral officiel de la Saskatchewan.

Le système parlementaire

Le Canada, et chacune de ses provinces, est une **monarchie constitutionnelle** et une **démocratie parlementaire.**

Démocratie parlementaire

Une démocratie parlementaire est un système dans lequel le gouvernement est responsable devant la population. Les principes de gouvernance appliqués en Saskatchewan découlent du système parlementaire britannique.

Gouvernement représentatif – Système où les députées et députés sont élus pour représenter le reste de la population. En Saskatchewan, la province est divisée en 61 zones (circonscriptions) représentant à peu près la même proportion de la population totale. Chaque circonscription élit une représentante ou un représentant à l'Assemblée. Des élections sont organisées à intervalles réguliers pour veiller à ce que le gouvernement demeure responsable devant la population.

Gouvernement responsable – Le gouvernement doit répondre de ses actes devant une assemblée législative composée de représentantes et représentants élus. Le parti au pouvoir doit conserver le soutien de la majorité des députées et députés pour continuer à exercer ses fonctions. Les députées et députés de l'opposition s'efforcent de rendre le gouvernement publiquement responsable de ses décisions, de remettre en question les politiques gouvernementales et de proposer des solutions de rechange.

Vote de confiance – Vote des députées et députés qui détermine si le gouvernement a la confiance de l'Assemblée pour continuer à gouverner. Si le gouvernement perd le soutien de la majorité de l'Assemblée, la coutume veut que la première ministre ou le premier ministre démissionne et déclenche une élection.

Monarchie constitutionnelle

Une monarchie constitutionnelle est un système où la Couronne est le chef d'État et ses pouvoirs sont définis par une constitution. La *Loi sur la Saskatchewan* fait partie de la Constitution du Canada et donne à la province la possibilité de se gouverner elle-même par l'intermédiaire d'une assemblée législative provinciale.

Le monarque est représenté par la **lieutenante-gouverneure ou le lieutenant-gouverneur** en Saskatchewan, et par la gouverneure générale ou le gouverneur général à l'échelle fédérale. Ces personnes assument le rôle et les responsabilités du monarque dans un poste non partisan et apolitique.

Les responsabilités de la lieutenante-gouverneure ou du lieutenant-gouverneur comprennent, entre autres, la tenue des cérémonies d'assermentation, la convocation, la prorogation et la dissolution de l'Assemblée, ainsi que l'octroi de la sanction royale pour transformer les projets de loi en lois.

Les trois pouvoirs

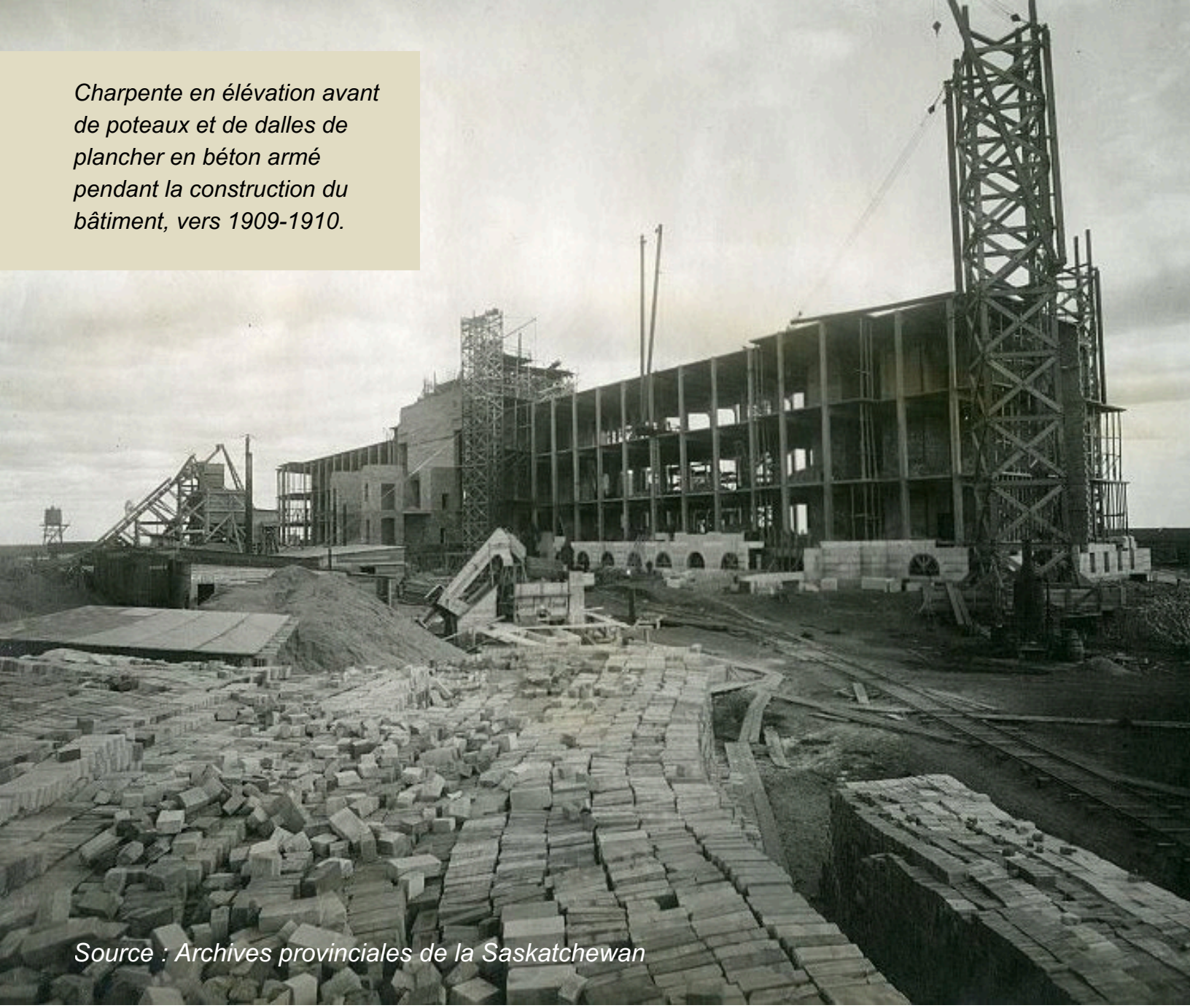
Le **système parlementaire de Westminster** est le système démocratique en vigueur au Canada et dans ses provinces.
Dans le cadre de ce système, il existe trois pouvoirs distincts du gouvernement : le pouvoir exécutif, le pouvoir législatif et le pouvoir judiciaire.

En Saskatchewan, le **pouvoir exécutif** est composé de la première ministre ou du premier ministre et de ses ministres. Ce pouvoir est chargé d'administrer les programmes et les politiques du gouvernement.

Le **pouvoir législatif** est composé de la présidente ou du président de l'Assemblée et de tous les députées et députés. Ils sont chargés de débattre et d'autoriser les lois et les dépenses publiques. Les assemblées législatives provinciales sont monocamérales, ayant un seul corps de députées et députés.

Le **pouvoir judiciaire** est le système judiciaire indépendant qui interprète et applique les lois adoptées par l'Assemblée législative.





Charpente en élévation avant de poteaux et de dalles de plancher en béton armé pendant la construction du bâtiment, vers 1909-1910.

Source : Archives provinciales de la Saskatchewan

Histoire de l’Assemblée législative

Territoires du Nord-Ouest

À la suite de sa campagne victorieuse pour la domination du continent nord-américain vers la fin du 18e siècle, la Couronne britannique a commencé à établir un cadre constitutionnel pour gouverner les colonies du Canada que l'on connaît aujourd'hui. En 1867, le Parlement britannique a adopté l'***Acte de l'Amérique du Nord britannique*** et créé le Dominion du Canada.

Au moment de la confédération, le territoire aujourd'hui connu sous le nom de Saskatchewan était contrôlé par la Compagnie de la Baie d'Hudson. Il a été rétrocédé à la Couronne en 1869 et est devenu partie intégrante des Territoires du Nord-Ouest, gérés par un conseil territorial nommé.

En 1888, le Parlement fédéral a modifié la ***Loi sur les territoires du Nord-Ouest***, abolissant le Conseil territorial et donnant au territoire englobant la Saskatchewan le droit de créer une Assemblée législative. La nouvelle Assemblée était composée de 22 députés et de 3 membres nommés. L'Assemblée était également habilitée à choisir l'un de ses députés comme président.

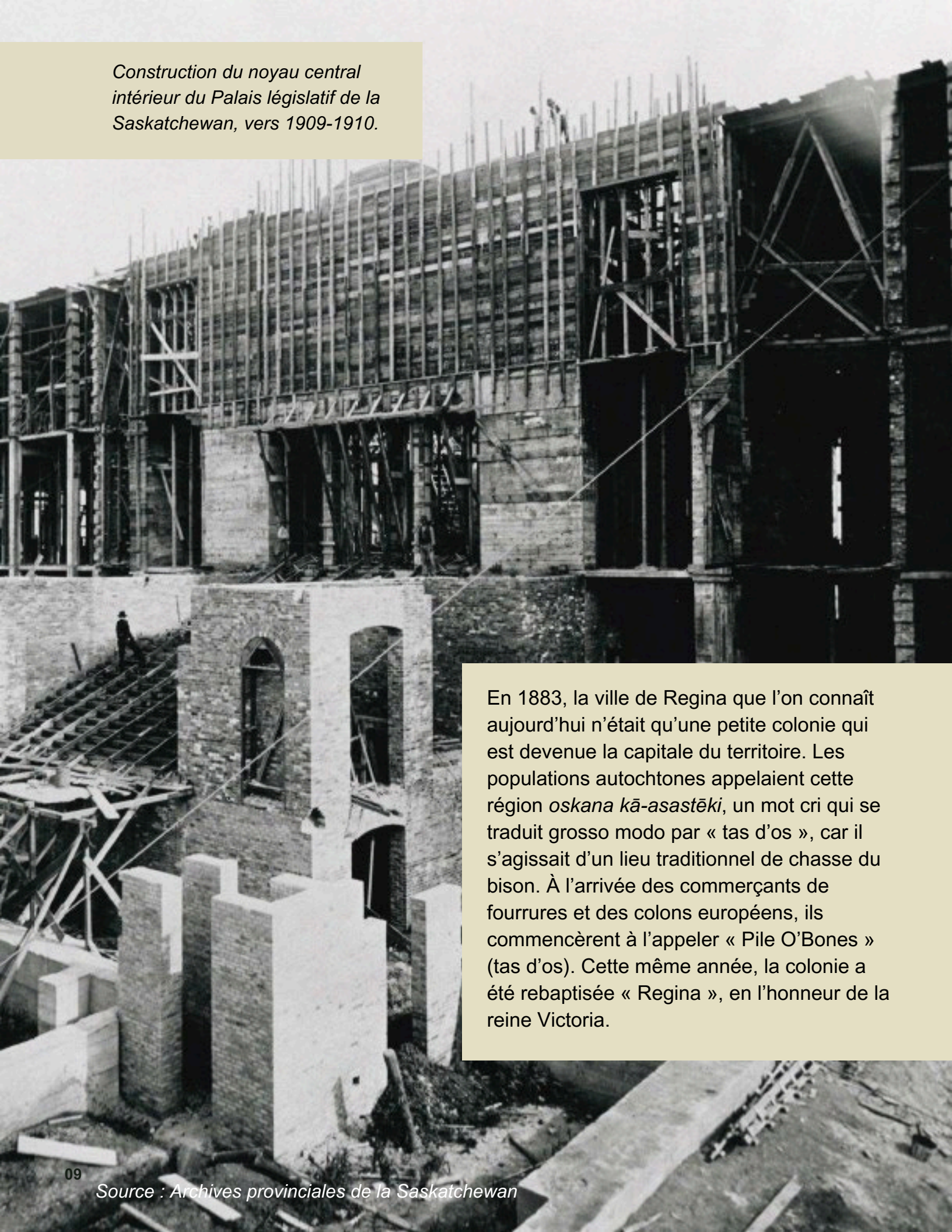
Un conseil consultatif de quatre membres et le lieutenant-gouverneur forment le premier comité exécutif, précurseur du cabinet que l'on connaît aujourd'hui. En 1897, le Comité exécutif a été rendu **responsable devant l'Assemblée législative**, conformément au modèle parlementaire britannique aux termes duquel le gouvernement exécutif est tenu de rendre compte de ses actes par un corps de représentantes et représentants élus.



Tracteur Rumely Oil Pull, à environ cinq kilomètres au sud de Regina, vers 1913. On peut voir le Palais législatif à l'arrière-plan.

Source : Archives provinciales de la Saskatchewan

Construction du noyau central intérieur du Palais législatif de la Saskatchewan, vers 1909-1910.



En 1883, la ville de Regina que l'on connaît aujourd'hui n'était qu'une petite colonie qui est devenue la capitale du territoire. Les populations autochtones appelaient cette région *oskana kā-asastēki*, un mot cri qui se traduit grosso modo par « tas d'os », car il s'agissait d'un lieu traditionnel de chasse du bison. À l'arrivée des commerçants de fourrures et des colons européens, ils commencèrent à l'appeler « Pile O'Bones » (tas d'os). Cette même année, la colonie a été rebaptisée « Regina », en l'honneur de la reine Victoria.

Source : Archives provinciales de la Saskatchewan

La province

Le **1er septembre 1905**, la Saskatchewan est officiellement devenue une province. Toutefois, elle ne disposait pas de l'infrastructure physique nécessaire pour soutenir une population en croissance rapide.

Walter Scott, premier premier ministre de la Saskatchewan, a présidé à une époque de croissance démographique et de développement remarquable, en particulier dans le domaine de l'agriculture. Pour encourager les gens à immigrer et à demeurer dans la province, le gouvernement construit des routes, des écoles, des palais de justice et une université, et a favorisé l'expansion d'un réseau ferroviaire. Afin de lutter contre l'isolement rural, le gouvernement Scott a également travaillé avec les agriculteurs et les collectivités rurales pour coordonner un service téléphonique à l'échelle de la province.

Construction de bâtiments

En 1905, les anciens bâtiments des Territoires du Nord-Ouest commençaient à devenir trop petits pour l'Assemblée législative de la Saskatchewan. Les bâtiments se détérioraient et le nombre d'électeurs augmentait rapidement, nécessitant ainsi un plus grand nombre de députés pour les représenter. Walter Scott a donc proposé la construction d'un nouveau bâtiment pour accueillir l'Assemblée. Le site du nouveau bâtiment a été choisi pour **maximiser l'accès du public**, à un emplacement centralisé au cœur de la collectivité, ainsi que pour permettre à la ville de se développer autour de celui-ci.

La construction a commencé en 1908 et, en janvier 1912, l'Assemblée législative de la Saskatchewan s'est réunie pour la première fois dans la Chambre nouvellement construite. Le bâtiment comporte un grand dôme qui servira de point de repère, deux grandes ailes pouvant être agrandies et une Chambre pouvant accueillir 125 sièges.

De 1911 à 1948, le Palais législatif comptait un laboratoire provincial doté d'une colonie d'animaux sur le toit.



Source : Archives provinciales de la Saskatchewan

L’Assemblée législative

L’Assemblée législative est le centre du pouvoir en Saskatchewan. C’est là que les députées et députés présentent des projets de loi, débattent des politiques et demandent au gouvernement de rendre compte de ses dépenses. Composée de 61 députées et députés – chacun représentant une circonscription – l’Assemblée comprend la présidente ou le président, la première ministre ou le premier ministre, les ministres et les simples députées et députés (c.-à-d. les députées et députés qui ne font pas partie du cabinet).

En suivant le **calendrier parlementaire** ordinaire, l’Assemblée législative se réunit au total 65 jours, au cours de 2 périodes, à l’automne et au printemps. Chaque cycle est appelé une **session**, et chaque législature est généralement composée de 4 sessions. Pendant la session, les projets de loi sont présentés, débattus et votés par l’Assemblée. Les députées et députés, à l’exception de la présidente ou du président, peuvent présenter des projets de loi, débattre des politiques et voter.

Les réunions de l’Assemblée pendant la session sont généralement appelées **jours de séance**. Chaque jour de séance suit généralement un programme fixe et se termine lorsque la séance de l’Assemblée est levée ou suspendue pour la journée. L’Assemblée se réunit généralement du lundi au jeudi, ce qui permet aux députées et députés de retourner dans leurs circonscriptions le vendredi.

Les **privilèges** sont les droits et immunités accordés à l’Assemblée et à ses députées et députés pour leur permettre d’exercer leurs fonctions parlementaires. Ils comprennent notamment le droit des députés de s’exprimer librement au sein de l’Assemblée, sans entrave et crainte de conséquences juridiques, ainsi que le droit de l’Assemblée de réglementer ses propres affaires internes.





Au fond, l'Assemblée est un forum où les députées et députés peuvent **débattre**. Chaque débat est présenté aux députés sous forme de motion. Une motion est une proposition qui demande à l'Assemblée d'agir, de changer quelque chose ou d'exprimer une opinion relativement à un sujet d'intérêt public. En général, les députés peuvent exprimer leur opinion pour ou contre la motion avant que la présidente ou le président ne procède au vote. Si la motion est mise aux voix et rejetée, elle n'est pas poursuivie. Si la majorité des députées et députés votent en faveur de la motion, cela signifie que l'Assemblée est d'accord avec celle-ci et qu'elle est adoptée.

Gouvernement exécutif

Le parti politique ayant le plus grand nombre de sièges à l'Assemblée législative forme le gouvernement. La ou le chef du parti, appelé **première ministre ou premier ministre**, devient chef du gouvernement provincial. Le premier ministre nomme les membres du **cabinet** et ceux-ci établissent les politiques du gouvernement, déterminent les priorités du gouvernement et décident comment l'argent des contribuables est dépensé.

Chaque ministre du cabinet supervise un **ministère** ou est responsable d'une société d'État. Ils rendent compte de leurs activités et de leurs dépenses et plaident en faveur de la modification des politiques publiques. Le cabinet est chargé de présenter la plupart des projets de loi à l'Assemblée.

Les membres du parti au pouvoir ne font pas tous partie du gouvernement exécutif; celui-ci se compose uniquement de la **première ministre ou du premier ministre et des ministres.**

Opposition

L'opposition est composée des députés des partis qui n'ont pas formé de gouvernement ainsi que de la plupart des députées indépendantes et députés indépendants. Le rôle principal de l'opposition est de demander des comptes au gouvernement en examinant les dépenses publiques et la législation ainsi que de présenter d'autres points de vue.

Le parti qui arrive au deuxième rang en nombre de sièges à l'Assemblée forme l'**opposition**. La ou le chef de ce parti est connu sous le nom de **chef de l'opposition**, et cette personne est la principale critique des politiques et de la façon dont le gouvernement mène ses activités. La ou le chef de l'opposition nomme des députés qui critiquent le travail du gouvernement exécutif.

Simples députés

Les simples députés sont des représentantes et représentants élus de tous les partis qui ne font pas partie du gouvernement exécutif. Ils attirent l'attention sur les réalisations ou les préoccupations de leur électorat, participent aux débats, siègent à divers comités et présentent leurs propres projets de loi sur des sujets d'intérêt.



Publications parlementaires (*Hansard*)

L'un des moyens par lesquels le public a accès aux délibérations et aux débats législatifs est le ***Hansard***, soit le compte rendu textuel officiel de ce qui est dit à l'Assemblée et dans les réunions des comités.

Les rédacteurs du *Hansard* écoutent les enregistrements audio des débats et transcrivent les paroles des députés en texte écrit. Les rédacteurs veillent soigneusement à ce que le sens des mots soit préservé dans la forme écrite, en ne modifiant que très peu le langage utilisé. Des commutateurs audio, situés dans la tribune de la presse et la salle des comités, activeront les microphones sur les bureaux des députées et députés. Ils permettent au rédacteur qui transcrit cette partie de l'enregistrement audio de savoir qui prend la parole.

La Saskatchewan a été la première province à diffuser des débats à la radio. Aujourd'hui, les débats sont diffusés à la télévision et en continu en direct sur Internet.





Députées et députés

Rôle d’une députée ou d’un député

En tant que représentant élu, un député a de nombreux rôles différents. Chaque députée ou député de la Saskatchewan représente en moyenne un électorat comptant **14 000 personnes**.

Les députés sont chargés d’exprimer les préoccupations, de proposer des motions et de présenter des pétitions au nom de ces électrices et électeurs.

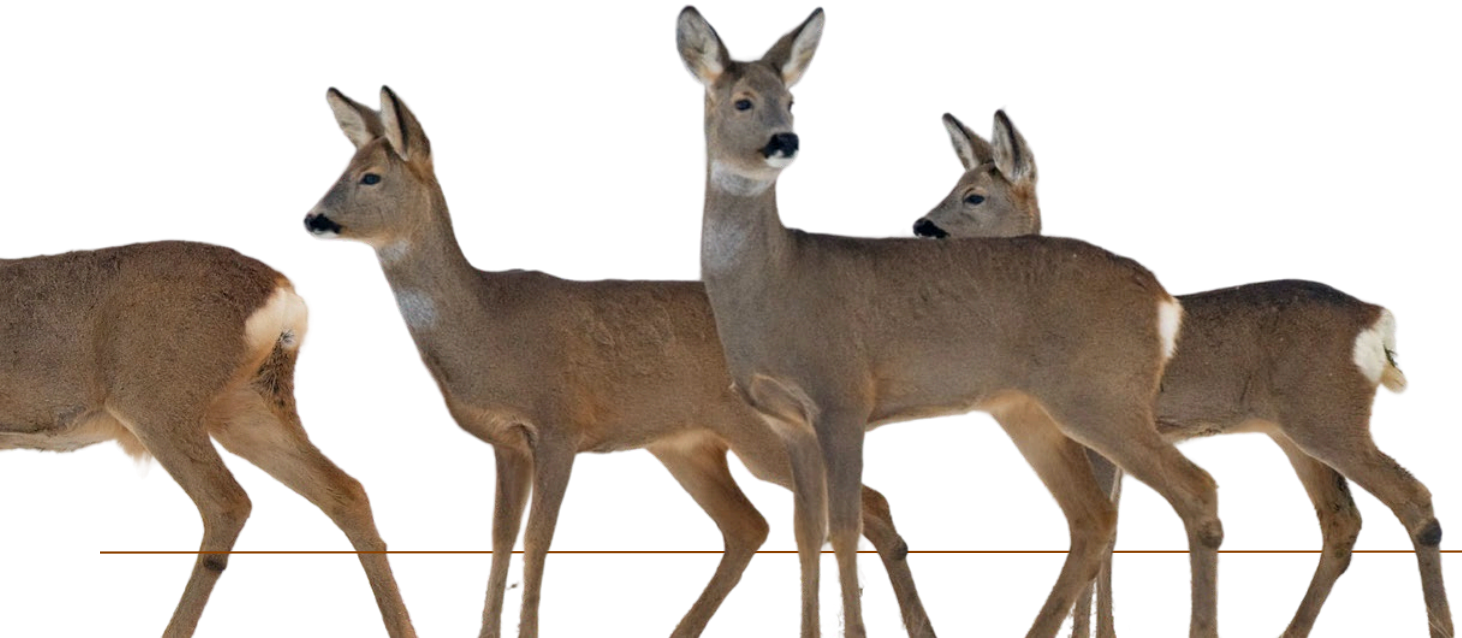


Le cerf de Virginie est l’animal officiel de la Saskatchewan.



Dans leur rôle au sein de l’Assemblée, les députés sont tenus de participer aux débats et de voter sur divers sujets. Ils peuvent également participer aux activités de comités chargés d’examiner soigneusement les politiques publiques, les dépenses et les actions du gouvernement.

Quelle que soit leur poste à l’Assemblée, les députées et députés restent en contact avec leur électorat et sollicitent parfois leur avis sur des questions d’actualité. Ils peuvent rencontrer des personnes ou des groupes pour discuter de problèmes et de questions d’importance, et il peut leur être demandé d’aider à résoudre des problèmes concernant des ministères ou des organismes gouvernementaux.



Processus électoral

La *Loi de 2007 sur l'Assemblée législative* exige la tenue d'une élection générale **tous les quatre ans**, le dernier lundi d'octobre. Si l'élection provinciale s'inscrit dans le cadre d'un cycle d'élections fédérales, elle est reportée. La campagne électorale dure au moins 27 jours et est coordonnée par la **directrice générale ou le directeur général des élections** d'Elections Saskatchewan.

Elections Saskatchewan tient un registre des membres de l'électorat admissibles, veille à ce que le processus électoral soit **équitable** et **transparent**, et compte les bulletins de vote. Chaque membre de l'électorat admissible dépose un bulletin dans l'urne en présence de représentantes et représentants de chaque personne candidate.

Après le dépouillement des votes, la directrice générale ou le directeur général des élections annonce officiellement l'élection de la personne candidate ayant obtenu le plus grand nombre de voix dans chaque circonscription. Cette annonce est officieusement connue sous le nom de « **retour du bref** ».

Avant de pouvoir siéger à l'Assemblée, les candidates et candidats élus doivent soit prêter le serment d'allégeance au monarque, soit faire une affirmation solennelle d'allégeance au roi ou à la reine. Le serment est une affirmation de loyauté envers la Couronne et, par son intermédiaire, envers les principes constitutionnels et démocratiques qui constituent le fondement de notre système de gouvernement.





Candidates et candidats des partis

Chaque **parti politique** détermine sa propre philosophie, élabore des politiques conformes à cette philosophie, choisit sa ou son propre chef et cherche à obtenir un soutien pour ses candidates et candidats. Toute citoyenne canadienne et tout citoyen canadien âgé de 18 ans ou plus, résidant en Saskatchewan et n'étant pas autrement inadmissible (un juge, par exemple), peut se porter candidat.

Les candidats doivent déposer une déclaration de candidature et peuvent choisir de se présenter en tant que membre d'un parti politique dont le programme s'harmonise avec leurs propres points de vue sur un large éventail de questions. Pendant leur investiture, les personnes candidates des partis peuvent bénéficier du soutien et des ressources offerts par le parti, ainsi que d'une couverture médiatique accrue dans certains cas. Les candidats peuvent également se présenter en tant que **candidate indépendante ou candidat indépendant**, c'est-à-dire qu'ils ne sont membres d'aucun parti.

En tant que membres élus d'un parti politique, les députés font également partie de leur **caucus**, qui élabore la stratégie et examine les questions à débattre. Les réunions du caucus permettent aux députées et députés de discuter des points de vue de leur électorat et de contribuer à l'élaboration des politiques du parti.

Au bout du compte, les députés seront tenus responsables par le public, et si leur électorat estime qu'ils n'ont pas fait du bon travail pour les représenter, ils pourraient ne pas être réélus lors des prochaines élections.

Le bouleau blanc, l'arbre officiel de la Saskatchewan.

Rôle des médias

Les **journalistes** jouent un rôle important dans la communication des actions de l'Assemblée au public. Les médias sont souvent les premiers à faire des reportages sur l'adoption de nouvelles lois, les débats et les délibérations des comités.

La tribune de la presse, située au-dessus et derrière la présidente ou le président, permet aux médias accrédités d'assister aux séances et de prendre des notes. Dans de nombreux parlements du Commonwealth, la presse est traditionnellement assise à un endroit où elle ne peut pas être vue par la présidente ou le président, afin de réduire au minimum les distractions. Aujourd'hui, en plus de la possibilité d'assister en personne aux débats, les membres des médias et le public peuvent suivre la diffusion en direct des débats depuis le confort de leur domicile ou de leur bureau.

Les **mêlées de presse** sont des conférences de presse informelles qui permettent aux médias de poser des questions aux députées et députés. Elles se tiennent régulièrement à l'extérieur de la Chambre pendant les jours de séance.



Poser des questions au gouvernement exécutif

Afin de tenir le gouvernement exécutif responsable de l'utilisation des ressources provinciales, les députées et députés disposent de plusieurs moyens pour poser des questions :

Période des questions – Période de 25 minutes chaque jour de séance où les députés peuvent poser des questions à la première ministre ou au premier ministre et aux ministres. Les questions doivent porter sur des sujets relevant de la compétence administrative du gouvernement. En général, les questions et les réponses durent chacune 60 secondes.

Questions écrites – Les députés peuvent demander des renseignements sur un seul sujet par question, adressée au gouvernement ou à un ministre en particulier. Les questions peuvent porter sur de nombreuses années et sur de nombreux ministères, organismes ou sociétés d'État. Un préavis de cinq jours de séance est nécessaire.



Examen en comité – Il s'agit d'une occasion pour les députées et députés de poser des questions aux ministres et aux représentants de gouvernement, d'examiner la législation en détail, d'examiner les prévisions budgétaires et de mener des enquêtes. Les observations du comité sont communiquées à l'Assemblée.

Motions de production de documents – Les députés peuvent demander des documents précis ou une compilation de renseignements très longs et détaillés au gouvernement ou à une ou un ministre en particulier. Les députés déposent un avis pour présenter une motion de production de documents. Deux jours de séance plus tard, le gouvernement a la possibilité de fournir une réponse ou de débattre de la demande.

En réponse aux questions écrites et aux motions de production de documents, le gouvernement peut soit fournir une réponse dans un délai de 180 jours, soit débattre de la question à l'Assemblée. Pour les questions écrites, le gouvernement a également la possibilité de fournir une réponse écrite lorsque la question est posée.

Ordres de gouvernement

La première ministre ou le premier ministre, chef du gouvernement fédéral, est la ou le chef du parti ayant le plus grand nombre de sièges à la Chambre des communes. De nombreux rôles et responsabilités parlementaires du premier ministre provincial et du premier ministre fédéral sont semblables, mais les responsabilités fédérales et provinciales sont séparées et définies par la **Constitution canadienne**.

Le Parlement fédéral régit les questions d'**intérêt national**, qui touchent l'ensemble de la population canadienne. Les assemblées législatives provinciales régissent les préoccupations ou les **intérêts locaux**.

Bien que les administrations municipales ne soient pas des gouvernements constitutionnels, elles sont établies par le gouvernement provincial et se voient attribuer des **tâches administratives** précises. Les administrations municipales, telles que la Ville de Regina, établissent des règlements administratifs et fournissent des services aux résidantes et résidants de leur collectivité.



L'**agriculture**, l'**immigration** et les **pensions** sont des responsabilités partagées entre les gouvernements fédéral et provinciaux.



Provincial	Fédéral	Municipal
Impôt provincial	Impôt sur le revenu	Taxes municipales
Titres fonciers	Citoyenneté	Services de bibliothèque
Hôpitaux	Prêts étudiants	Transports en commun
Éducation	Commerce international	Services de police
Services sociaux	Postes Canada	Centres de loisirs
Justice	Défense nationale	Entretien des parcs
Routes	Aéroports et frontières	Collecte des ordures
Ressources naturelles	Prestations pour enfants	Déneigement
Soutien à l'emploi	Hypothèques	Stationnement



La Chambre législative

① **La présidente ou le président** – Députée ou député ayant le plus grand pouvoir au sein de la Chambre. Le président est le président de séance, chargé de superviser les débats dans la Chambre pour veiller au respect des règles et des procédures. Cette personne joue un rôle impartial et est élue par les autres députées et députés dans le cadre d'un vote anonyme à la suite d'une élection provinciale ou lorsque le poste est vacant. Un président adjoint est également élu pour présider l'Assemblée en l'absence du président.

② **Pages de l'Assemblée législative** – Les pages transmettent des messages et des documents pendant les séances législatives.

③ **Greffières et greffiers au bureau** – Employés non partisans du Service de l'Assemblée législative. Dans la Chambre, ils conseillent les députés et le président sur la procédure et les règles parlementaires. Ils assurent également la surveillance exécutive du Service de l'Assemblée législative.

④ **Sergente ou sergent d'armes** – Responsable du maintien de la sécurité dans la Chambre.

⑤ **Première ministre ou première ministre** – Siège au centre de la première rangée du côté de la Chambre réservé au parti au pouvoir.

⑥ **Chef de l'opposition officielle** – Siège dans la première rangée, en face de la première ministre ou du premier ministre.

⑦ **Ministres** – Ils prennent place dans les premières rangées, sur les sièges les plus près du premier ministre.

⑧ **Simples députées et députés** – Communément appelées « députées et députés d'arrière-ban », ces personnes sont assises dans les rangées du fond.

⑨ **La masse** – Bâton plaqué or symbolisant le pouvoir délégué à l'Assemblée par la Couronne. Il est porté par la sergente ou le sergent d'armes et demeure sur la table pendant chaque jour de séance.

⑩ **Tribune de la presse** – Endroit où les membres de la presse peuvent assister aux séances.

Les **tribunes est et ouest** sont accessibles au public. Les membres du public peuvent assister aux débats de l'Assemblée législative depuis ces sièges. L'autorisation de la présidente ou du président est requise pour s'asseoir dans la **tribune nord.**



Les **leaders à la Chambre** gèrent les affaires de la Chambre. Le leader du gouvernement à la Chambre organise les travaux quotidiens de l'Assemblée en collaboration avec les leaders de l'opposition à la Chambre.

Chaque parti élit une ou un **whip**. Cette personne veille à ce que les membres de leur parti soient présents dans la Chambre pour les votes et les informent des travaux de l'Assemblée.





Délibérations de l'Assemblée

Délibérations courantes

Chaque jour de séance commence par le **défilé de la présidente ou du président**. Le défilé est mené par la sergente ou le sergent d'armes, qui porte la masse de cérémonie, suivi de la présidente ou le président, des greffières et greffiers au bureau et des pages.

La présidente ou le président commence la séance par une prière et déclare l'Assemblée ouverte. Après la prière, voici le déroulement des délibérations courantes :

Présentation des invités – Les députées et députés présentent brièvement les invités, tels que les électrices ou électeurs ou les groupes scolaires, assis dans les tribunes publiques.

Présentation des pétitions – Les députées et députés présentent des pétitions à l'Assemblée. Les citoyennes et citoyens qui souhaitent que leur pétition soit présentée doivent trouver une députée ou un député qui accepte de la parrainer. La majorité des pétitions sont présentées de vive voix à l'Assemblée; le député lit la prière et indique brièvement le lieu de résidence des pétitionnaires. Les députées et députés peuvent également choisir de présenter la pétition en silence.

Déclarations des députées et députés – Période de 10 minutes au cours de laquelle les députées et députés s'expriment sur des questions importantes pour leurs électrices et électeurs. Les ministres ne sont pas autorisés à faire des remarques sur leur domaine de responsabilité ministérielle.

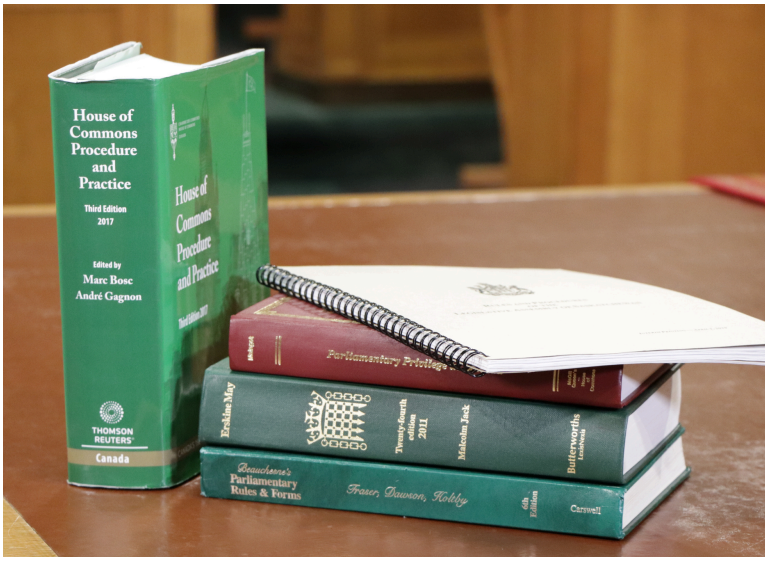
Période de questions – Période de 25 minutes au cours de laquelle l'opposition pose des questions à la première ministre ou au premier ministre ou au cabinet. L'objectif principal est d'obtenir des renseignements et de demander des comptes au gouvernement.

Déclarations ministérielles – Les ministres font des annonces concernant une nouvelle politique, un nouveau programme ou une nouvelle orientation du gouvernement. L'opposition a la possibilité de répondre.

Présentation des projets de loi – Les députées et députés parrainant un projet de loi se lèvent et proposent que leur projet de loi soit présenté et lu pour la première fois.

Présentation des rapports des comités permanents et spéciaux – Les affaires traitées par les comités font l'objet d'un rapport à l'intention de l'Assemblée, comprenant toutes les modifications convenues au sein des comités.

À l'entrée et à la sortie de la Chambre pendant les délibérations, les députées et députés saluent la présidente ou le président en signe de respect. Si la présidente ou le président a d'autres affaires à régler en dehors de la Chambre, elle ou il peut quitter le fauteuil et le président adjoint peut présider l'Assemblée en son absence.



Ordres du jour

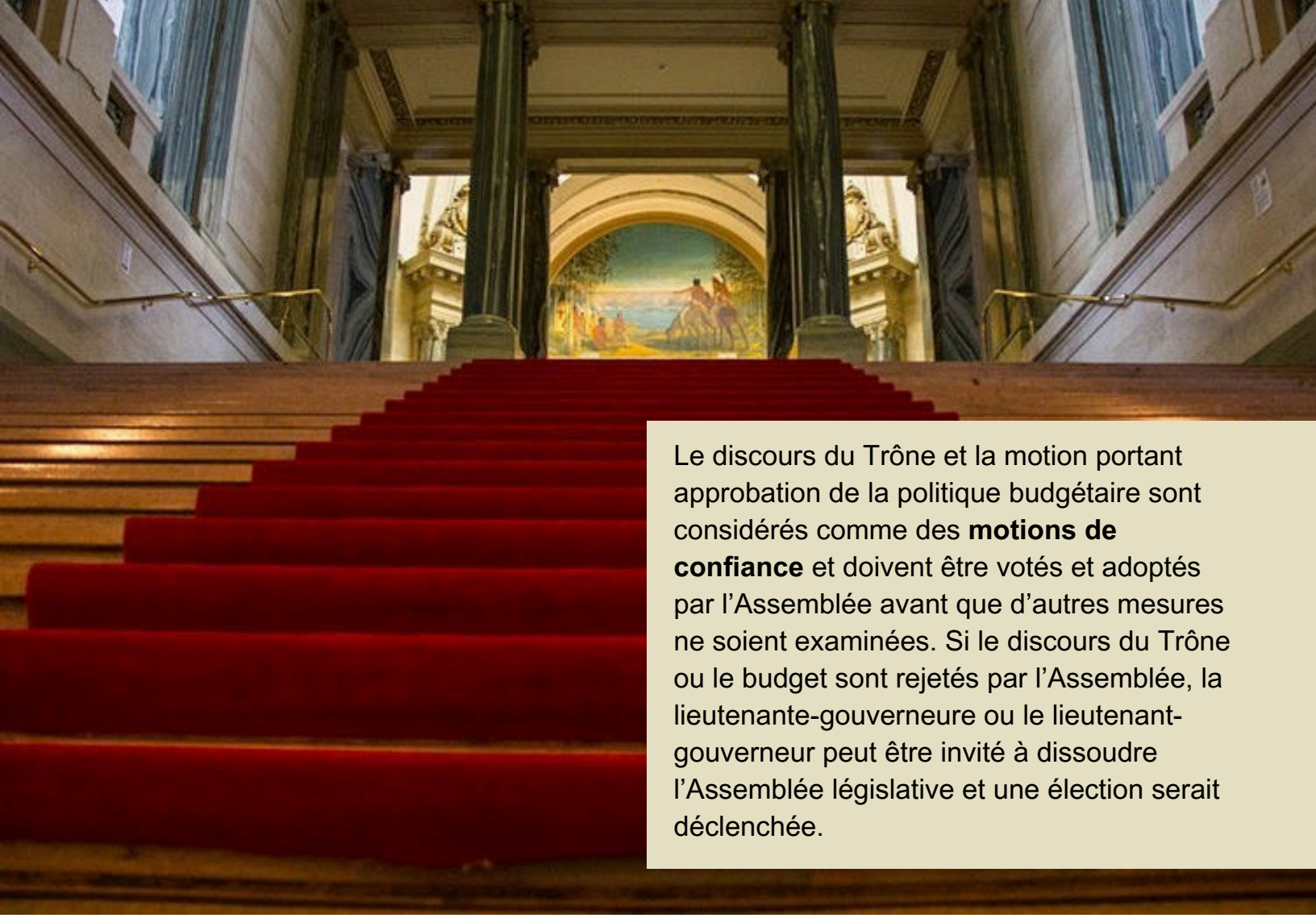
Après les délibérations courantes, l'Assemblée passera à d'autres points de son ordre du jour, y compris les réponses aux questions écrites et les ordres spéciaux, comme le débat sur le discours du Trône et le débat sur le budget. Ces ordres spéciaux ont la priorité sur toutes les autres affaires.

Les ordres du jour comprennent également ce qui suit :

Ordres du gouvernement – Le lundi, le mardi et le mercredi, le gouvernement décide des affaires examinées et de l'ordre d'examen. Cela comprend souvent les deuxièmes lectures et les débats ajournés, où les projets de loi sont débattus avant d'être renvoyés au comité.

Initiatives parlementaires – Le jeudi, les initiatives parlementaires, telles que les projets de loi ou les motions, sont traitées en priorité après les délibérations courantes. Les jeudis comprennent également un débat de 75 minutes sur un sujet choisi chaque semaine par l'opposition ou le gouvernement.





Le discours du Trône et la motion portant approbation de la politique budgétaire sont considérés comme des **motions de confiance** et doivent être votés et adoptés par l'Assemblée avant que d'autres mesures ne soient examinées. Si le discours du Trône ou le budget sont rejetés par l'Assemblée, la lieutenante-gouverneure ou le lieutenant-gouverneur peut être invité à dissoudre l'Assemblée législative et une élection serait déclenchée.

Journées spéciales à l'Assemblée

Jour d'ouverture – L'ouverture de chaque session est marquée par le discours du Trône, lu par la lieutenante-gouverneure ou le lieutenant-gouverneur. Cela a généralement lieu à l'automne ou à la suite d'une élection générale. Le discours du Trône est l'occasion pour le gouvernement de présenter ses projets et ses objectifs pour la session à venir.

Le discours du Trône est le seul moment où la lieutenante-gouverneure ou le lieutenant-gouverneur et les trois pouvoirs du gouvernement se réunissent en même temps.

Jour du budget – Le jour du budget a généralement lieu au printemps. La ou le ministre des Finances présente les plans de dépenses pour l'ensemble du gouvernement. Le discours du budget comprend les nouvelles initiatives financières, l'affectation de fonds aux ministères et aux organismes de la province, ainsi qu'une mise à jour concernant la situation financière de la province.

Le processus législatif

Comment les lois sont-elles élaborées?

Un projet de loi est une proposition de loi ou de texte législatif présenté à l'Assemblée aux fins d'approbation. Avant de devenir loi, tous les projets de loi doivent passer par le **processus législatif,** y compris plusieurs lectures, un examen approfondi par un comité et la sanction royale. Ces étapes ont généralement lieu des jours différents afin que tous les députés aient la possibilité d'examiner le projet de loi.

Presque tous les projets de loi présentés à l'Assemblée sont des **projets de loi d'intérêt public**, qui concernent l'ensemble de la province. La majorité des projets de loi d'intérêt public sont présentés par une ou un ministre. Parfois, un projet de loi est présenté par une députée ou un député qui n'est pas une ou un ministre, et l'on parle alors d'un projet de loi d'intérêt public émanant d'un député.

Les projets de loi d'intérêt public qui prévoient la dépense de fonds publics doivent être approuvés par la lieutenante-gouverneure ou le lieutenant-gouverneur, ce que l'on appelle une **recommandation royale**. Seuls les ministres ont le pouvoir de déposer des projets de loi qui dépensent des fonds.





Si un projet de loi ne franchit pas l'étape de la sanction royale avant la fin de la session, il n'est pas adopté.

Comment les projets de loi sont adoptés

Présentation et première lecture – La députée ou le député parrainant le projet de loi donne d'abord un préavis de deux jours à l'Assemblée, puis propose une motion pour le présenter pour la première fois. En général, les députées et députés sont d'accord et le projet de loi est rendu public. Il n'y a pas encore de débat à cette étape, celui-ci commencera lors de la deuxième lecture.

Si le projet de loi est rejeté à une étape quelconque, il ne passe pas à l'étape suivante.

Deuxième lecture – La députée ou le député responsable du projet de loi souligne l'objet et les conditions du projet de loi et propose une motion de deuxième lecture. Les députées et députés ont ensuite la possibilité de s'exprimer sur les principes du projet de loi et de faire part de leur opinion. Si le projet de loi est adopté par l'Assemblée, il est renvoyé en comité en vue d'un examen plus approfondi.

Examen en comité – Les comités procèdent à un examen plus détaillé du projet de loi et convoquent des témoins et des spécialistes pour répondre aux questions sur le projet de loi. Les membres du comité peuvent proposer l'apport de modifications aux dispositions du projet de loi. Une fois l'examen terminé, le comité votera sur chaque disposition et en rendra compte à l'Assemblée.

Troisième lecture – Donne la possibilité aux députées et députés qui ne font pas partie du comité de poser des questions et de proposer des modifications. Les députées et députés peuvent débattre une dernière fois du projet de loi. Si la motion de troisième lecture est adoptée, le projet de loi est prêt à recevoir la sanction royale.

Sanction royale – La lieutenante-gouverneure ou le lieutenant-gouverneur approuve officiellement le projet de loi, qui devient ainsi une loi. La nouvelle loi peut entrer en vigueur immédiatement ou à une date ultérieure.

Comités législatifs

Composés de petits groupes de députées et députés, les comités sont chargés d'examiner la législation, ainsi que les dépenses, les politiques et les programmes du gouvernement. Les comités permettent aux simples députées et députés de jouer un rôle plus actif dans le processus législatif, de proposer des modifications et de recevoir des réponses directement de la part des ministres et des représentants de gouvernement. Ils permettent également aux membres du public de donner leur avis.

Les **comités permanents** sont établis de façon permanente par l'Assemblée législative. Ils s'inscrivent tous dans l'une des trois catégories suivantes : les comités d'enquête minutieuse, les comités de la Chambre et les comités de secteur politique. À l'occasion, des comités spéciaux sont créés pour étudier une question précise.

Comités d'enquête minutieuse

Les comités d'enquête minutieuse sont chargés d'examiner les dépenses publiques antérieures, d'évaluer l'efficacité de l'utilisation des fonds publics et de formuler des recommandations à l'intention de l'Assemblée.

Le Comité permanent des projets de loi d'intérêt privé étudie les pétitions des projets de loi d'intérêt privé et tous les projets de loi d'intérêt privé liés à des organismes particuliers, et non au grand public, et fait rapport sur ces pétitions et projets de loi.

Le Comité permanent des comptes publics procède à l'examen minutieux des dépenses publiques en réalisant un examen détaillé des comptes publics et des rapports du vérificateur provincial.

La salle ***māmawapiwin náyati*** du Palais législatif a été conçue expressément pour les réunions des comités. Le mot cri *māmawapiwin* et le mot déné *náyati* se traduisent tous deux par réunion ou rassemblement.

Comités de la Chambre

Le Comité permanent des services de la Chambre a un rôle de surveillance générale et examine les règles, les procédures, les pouvoirs et le fonctionnement de l'Assemblée.

Le Comité permanent des privilèges examine les questions de privilège que lui renvoie l'Assemblée et en fait rapport.

Comités de secteur politique

Chaque comité de secteur politique supervise un portefeuille de ministères et d'organismes gouvernementaux précis. Pour ce faire, ces comités examinent les propositions législatives, les règlements, les règlements administratifs et les prévisions budgétaires. Les comités de secteur politique ont le pouvoir de mener des enquêtes indépendantes et d'examiner les rapports annuels des ministères, des organismes et des sociétés d'État.

Les quatre comités de secteur politique mettent l'accent sur les questions suivantes :

Le Comité permanent des sociétés d'État et des organismes centraux – la société Crown Investments Corporation of Saskatchewan et ses filiales, les organismes centraux du gouvernement, de l'alcool, les jeux de hasard ainsi que tous les autres organismes et entités liés au revenu.

Le Comité permanent des services à la personne – la santé, les services sociaux, l'éducation et le travail.

Le Comité permanent de l'économie – le développement économique, l'agriculture, l'environnement, les ressources naturelles, les transports et l'infrastructure**.**

Le Comité permanent des affaires intergouvernementales et et de la justice – la justice, les services correctionnels et les services de police, les affaires municipales, intergouvernementales, interprovinciales et autochtones, les Métis, ainsi que les affaires du Nord et le tourisme, les parcs, la culture et le sport.

Comités pléniers de l'Assemblée

Les comités pléniers de l'Assemblée sont composés de tous les députés et ils se réunissent dans la Chambre.

Le Comité plénier des projets de loi procède à l'examen article par article des propositions législatives, soit après la deuxième lecture, soit après l'examen en comité.

Le Comité des finances examine les prévisions budgétaires pour le Conseil exécutif et approuve les résolutions relatives aux projets de loi de crédits.



Cycle financier parlementaire

L'une des responsabilités fondamentales de l'Assemblée est d'examiner et d'approuver les plans financiers du gouvernement de la Saskatchewan.

Le gouvernement ne peut pas mettre en œuvre son budget, dépenser des fonds ou générer des recettes sans le consentement et l'approbation de l'Assemblée législative. Ce principe est connu sous le nom de « **griefs avant subsides** ».

L'exercice commence le 1er avril et se termine le 31 mars de l'année suivante. Cependant, le cycle financier est un processus continu qui s'étend sur de nombreux exercices.

Prévisions budgétaires

Chaque année, le gouvernement propose un **budget** composé de **prévisions** relatives aux dépenses prévues pour chaque ministère et organisme. Ces prévisions budgétaires montrent la répartition des dépenses dans chaque domaine.

Afin que le gouvernement puisse mettre en œuvre son plan financier, l'Assemblée doit d'abord l'approuver.

En règle générale, au début de la séance du printemps, la ou le ministre des Finances dépose le budget des dépenses pour le prochain exercice, prononce le discours du budget et présente une motion indiquant que l'Assemblée approuve le budget dans son ensemble.





Motion portant approbation de la politique budgétaire

La ou le ministre des Finances entame le débat en prononçant le **discours du budget**, qui expose la politique budgétaire du gouvernement pour le prochain exercice.

Souvent, ce discours décrit également le rendement économique et financier du gouvernement, annonce de nouvelles initiatives et précise les modifications apportées à la fiscalité. La ou le porte-parole en matière de finances, qui est député de l'opposition, peut présenter une modification de la motion, souvent en déclarant qu'elle ou il a perdu confiance dans le gouvernement.

Chaque député a la possibilité de plaider en faveur ou contre la motion. Après environ **cinq jours**, l'Assemblée votera sur la motion portant approbation de la politique budgétaire ainsi que sur la modification présentée par l'opposition. Si la majorité vote en faveur de la motion portant approbation de la politique budgétaire de la ou du ministre des Finances, cela signifie que l'Assemblée approuve le budget en général.

Si la motion portant approbation de la politique budgétaire est rejetée à quelque étape que ce soit, il s'agit d'une motion de **défiance** dans le gouvernement et une élection générale pourrait être déclenchée.

Bien que l'Assemblée ait approuvé le budget dans ses grandes lignes, elle n'a pas encore eu l'occasion de critiquer les détails du plan du gouvernement. Cela se fera ensuite au sein des comités.



Examen en comité

Après l'adoption de la motion portant approbation de la politique budgétaire, les prévisions budgétaires sont automatiquement renvoyées à des **comités précis** où les députées et députés peuvent les examiner plus en détail. Chaque ministre et ses représentantes et représentants se présenteront devant le comité et répondront aux questions concernant les montants et les plans de dépenses de leur ministère. Chaque comité votera ensuite sur les montants et en rendra compte à l'Assemblée.

Approbation définitive et dépenses

Tous les montants approuvés sont regroupés dans un projet de loi appelé **Appropriation Act** (loi portant affectation de crédits). Ce projet de loi donne au gouvernement le pouvoir de poursuivre ses plans financiers et de dépenser les fonds publics.

Les fonds que génère le gouvernement, par exemple en percevant des impôts, servent, entre autres, à financer l'éducation, à construire des routes et des hôpitaux et à gérer les parcs provinciaux.

Le pouvoir de l'Assemblée d'examiner et d'approuver les dépenses publiques est appuyé par la ***Loi constitutionnelle de 1867*** et ***The Financial Administration Act, 1993*** (loi de 1993 sur la gestion des finances publiques).

Responsabilisation financière

Les organismes gouvernementaux présentent des rapports sur les recettes et les dépenses au ministère des Finances. Ces rapports sont compilés dans les **Comptes publics**, qui constituent un résumé des opérations financières du gouvernement.

Une fois que la ou le ministre des Finances a déposé les Comptes publics, la **vérificatrice provinciale ou le vérificateur provincial** procède à une vérification indépendante de différents secteurs du gouvernement. La vérification comprend un examen de l'administration et de l'efficacité des services gouvernementaux et de la conformité des organismes gouvernementaux avec les autorités appropriées.

Les vérifications réalisées sont compilées dans les rapports du vérificateur provincial, qui sont déposés tous les six mois. Dans le cadre de ces rapports, la vérificatrice ou le vérificateur formule souvent des recommandations sur l'amélioration de l'efficacité des dépenses ou sur les moyens de mettre en œuvre les programmes de manière plus efficace.

Les Comptes publics et les rapports du vérificateur provincial sont automatiquement renvoyés aux comités aux fins d'examen. Une fois l'examen terminé, les observations des comités sont communiquées à l'Assemblée.

Lors de l'élaboration du prochain budget provincial, la ou le ministre des Finances peut examiner la situation financière du gouvernement, les conditions économiques actuelles et prévues, ainsi que les observations formulées par les comités.



Service de l'Assemblée législative

Le Service de l'Assemblée législative est un **organisme non partisan**, supervisé par la présidente ou le président, qui fournit des services administratifs et de soutien à l'Assemblée législative. Le Service de l'Assemblée législative sert tous les députés, quel que soit leur parti, avec intégrité et impartialité et assure également la continuité organisationnelle d'une assemblée législative à l'autre.

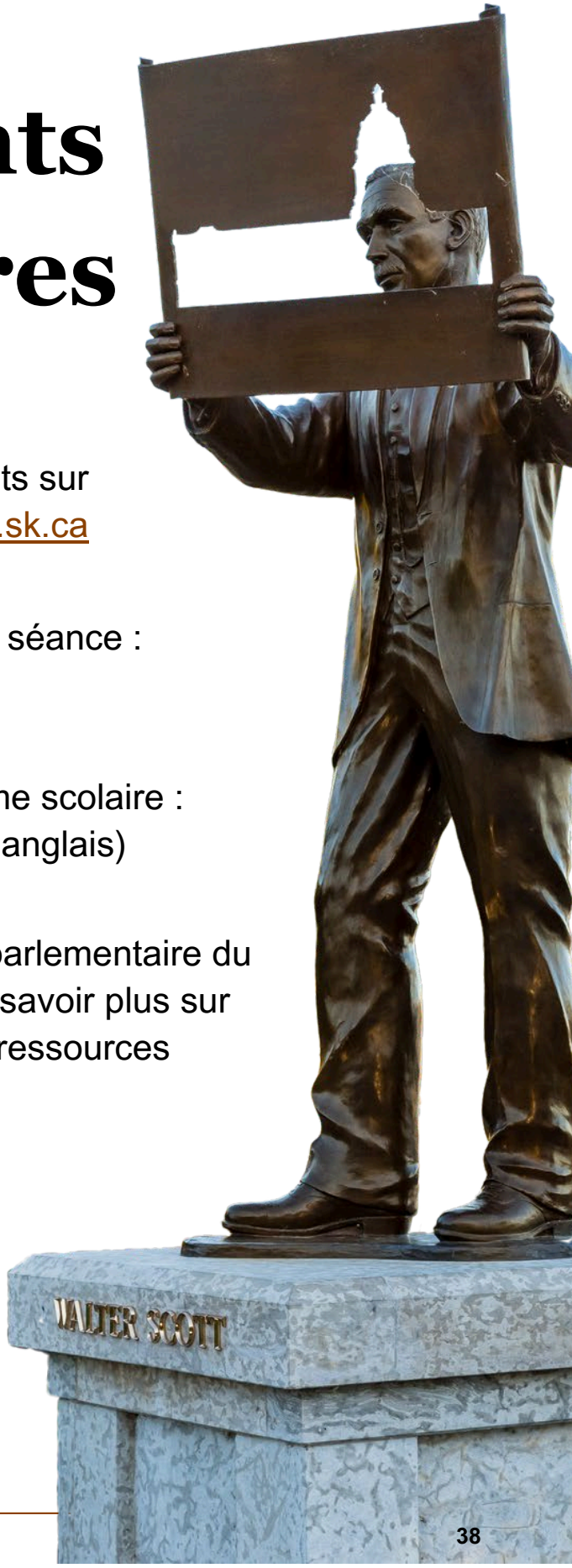
L'équipe du Service de l'Assemblée législative travaille de concert avec les députés pour les aider à s'acquitter de leurs fonctions pendant la session, au sein des comités et pendant l'intersession. Ils travaillent également ensemble pour préserver et renforcer la démocratie parlementaire et l'institution de l'Assemblée législative dans l'intérêt de l'ensemble de la population de la province.

La ou le chef du Service de l'Assemblée législative est la **greffière ou le greffier de l'Assemblée**, qui, à l'instar d'une ou d'un sous-ministre, assure le leadership administratif et organisationnel des différents secteurs de services. Chaque équipe fournit divers services aux députées et députés, aux hauts fonctionnaires de l'Assemblée et aux citoyennes et citoyens de la Saskatchewan, y compris l'éducation du public, une orientation et des conseils en matière de procédure, la tenue de dossiers et la documentation, le soutien à la recherche, les services financiers et juridiques, et plus encore.

La vision organisationnelle du Service de l'Assemblée législative est un système parlementaire qui est **valorisé**, **digne de confiance** et **compris**.



Renseignements supplémentaires



Pour obtenir de plus amples renseignements sur l'Assemblée législative : www.legassembly.sk.ca

Visitez le Palais législatif ou assistez à une séance : www.legassembly.sk.ca/tours/ (en anglais)

Réservez une visite privée ou un programme scolaire : https://legassembly.sk.simplybook.me/ (en anglais)

Communiquez avec l'unité de l'Éducation parlementaire du Service de l'Assemblée législative pour en savoir plus sur les visites, les offres pour les écoles et les ressources éducatives : guides@legassembly.sk.ca
306-787-5416

Imprimé en octobre 2026



Merci

2405 Legislative Drive, Regina, SK

www.legassembly.sk.ca